

# **Badische Landesbibliothek Karlsruhe**

**Digitale Sammlung der Badischen Landesbibliothek Karlsruhe**

## **Journal officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne. 1945-1949 1947**

75 (3.6.1947)



# JOURNAL OFFICIEL

DU COMMANDEMENT EN CHEF FRANÇAIS EN ALLEMAGNE  
**GOVERNEMENT MILITAIRE DE LA ZONE FRANÇAISE D'OCCUPATION**

*Amtsblatt des französischen Oberkommandos in Deutschland*

Ordonnances, Arrêtés et Règlements, Décisions réglementaires  
 Décisions, Circulaires, Avis, Communications, Informations,  
 Annonces légales

Verordnungen, Verfügungen, Beschlüsse, Ausführungsbestimmungen,  
 Anordnungen, Runderlasse, Benachrichtigungen, Mitteilungen,  
 Amtl. Veröffentlichungen, Öffentliche Zustellung

Le texte français seul fait foi, la traduction n'ayant qu'un caractère d'information  
 Allein der französische Text ist amtlich; die deutsche Übersetzung gilt nur als Information.

Direction, Rédaction, Administration

Leitung, Redaktion, Verwaltung

Journal Officiel, 65 Lichtentaler Straße, Baden-Baden

Abonnement : 25 numéros, 10 Marks.  
 Annonces légales : 70 pfg la ligne

Abonnement : 25 Blätter : 10 M.  
 Öffentliche Zustellung die Zeile 70 Pfg.

Pour toute réclamation joindre la dernière bande reçue

Jeder Reklamation ist das letzte Streifband beizufügen

## SOMMAIRE

	Pages
Ordonnances, Arrêtés et Décisions du Commandement en Chef Français en Allemagne.	
Décision No 146 de l'Administrateur Général, en date du 15 Février 1947, concernant les Administrations Séquestres	747
Décision No 147 de l'Administrateur Général, en date du 15 Février 1947, concernant les Administrations Séquestres	748
Décision No 148 de l'Administrateur Général, en date du 15 Février 1947, concernant les Administrations Séquestres	748
Annonces Légales	749

## INHALT

	Seite
Verordnungen, Verfügungen und Bestimmungen des Commandement en Chef Français en Allemagne	
ANORDNUNG Nr. 146 des Administrateur Général vom 15. Februar 1947 betreffend Administrateurs Séquestres	747
ANORDNUNG Nr. 147 des Administrateur Général vom 15. Februar 1947 betreffend Administrateurs Séquestres	748
ANORDNUNG Nr. 148 des Administrateur Général vom 15. Februar 1947 betreffend Administrateurs Séquestres	748
Amtliche Veröffentlichungen/Öffentliche Zustellungen	749

## DÉCISIONS (Anordnungen)

### DÉCISION No 146

de l'Administrateur Général concernant les Administrateurs Séquestres.

L'Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation,  
 Vu le décret du 15 Juin 1945, modifié par celui du 18 Octobre 1945, organisant le Commandement en Chef Français en Allemagne;  
 Vu l'arrêté No 9 du Général Commandant en Chef Français concernant la nomination d'Administrateurs Séquestres pour certaines entreprises mises sous contrôle;  
 Vu l'arrêté No 85 de l'Administrateur Général en date du 12 Août 1946 fixant le statut des personnels français commis par le Gouvernement Militaire auprès d'un organisme public ou privé allemand;  
 Vu l'arrêté No 34 de l'Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation ordonnant la mise sous contrôle de la Firme PORTLANDZEMENTWERKE

### ANORDNUNG Nr. 146

des Administrateur Général betreffend Administrateurs Séquestres.

Der Administrateur Général Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation erläßt auf Vorschlag des Directeur Général de l'Économie et des Finances unter Bezugnahme auf

Dekret vom 15. Juni 1945 über die Errichtung eines Commandement en Chef Français en Allemagne, abgeändert durch Dekret vom 18. Oktober 1945,

Verfügung Nr. 9 des Général Commandant en Chef Français betreffend Ernennung von Administrateurs Séquestres für gewisse unter Kontrolle gestellte Unternehmungen,

Verfügung Nr. 85 des Administrateur Général vom 12. August 1946 betreffend Regelung der Verhältnisse des vom Gouvernement Militaire für einen öffentlichen oder privaten deutschen Betrieb angestellten Personals,



DOTTERNHAUSEN, RUDOLF ROHRBACH, KOMMANDIT-GES. à DOTTERNHAUSEN;

Vu la décision No 34 de l'Administrateur Général, en date du 4 Janvier 1946, nommant M. DUCLOS Administrateur Séquestre de la Firma PORTLANDZEMENTWERKE DOTTERNHAUSEN, RUDOLF ROHRBACH, KOMMANDIT-GES. et fixant la composition du Conseil de Surveillance commis auprès de l'Administrateur Séquestre de ladite Société;

Sur la proposition du Directeur Général de l'Économie et des Finances,

**DÉCIDE:**

ARTICLE 1er. — M. COUDERC, Directeur de la firme PORTLANDZEMENTWERKE DOTTERNHAUSEN, RUDOLF ROHRBACH, KOMMANDIT-GES. à DOTTERNHAUSEN, est adjoint à l'Administrateur Séquestre de ladite firme et assiste celui-ci dans l'accomplissement de sa mission.

ARTICLE 2. — M. le Directeur Général de l'Économie et des Finances est chargé de l'exécution de la présente décision.

BADEN-BADEN, le 15 Février 1947.

L'Administrateur Général,  
E. LAFFON.

**DÉCISION No 147**

de l'Administrateur Général concernant les Administrateurs Séquestres

L'Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation,

Vu le décret du 15 Juin 1945, modifié par celui du 18 Octobre 1945, organisant le Commandement en Chef Français en Allemagne;

Vu l'arrêté No 9 du Général Commandant en Chef Français concernant la nomination d'administrateurs séquestres pour certaines entreprises mises sous contrôle;

Vu l'arrêté No 85 de l'Administrateur Général en date du 12 Août 1946 fixant le statut des personnels français commis par le Gouvernement Militaire auprès d'un organisme public ou privé allemand;

Vu l'arrêté No 36 de l'Administrateur Général Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation ordonnant la mise sous contrôle de la Firma LIAS OLSCHIEFER FORSCHUNGS-GES. m. b. H. à Frommern;

Vu la décision No 36 de l'Administrateur Général en date du 4 Janvier 1946, nommant M. DUCLOS Administrateur Séquestre de la Firma LIAS OLSCHIEFER FORSCHUNGS-GES. m. b. H. et fixant la composition du Conseil de Surveillance commis auprès de l'Administrateur Séquestre de ladite Société;

Sur la proposition du Directeur Général de l'Économie et des Finances,

**DÉCIDE:**

ART. 1er. — M. COUDERC, Directeur de la firme LIAS OLSCHIEFER FORSCHUNGS-GES. m. b. H. à Frommern, est adjoint à l'Administrateur Séquestre de ladite firme et assiste celui-ci dans l'accomplissement de sa mission.

ART. 2. — M. le Directeur Général de l'Économie et des Finances est chargé de l'exécution de la présente décision.

BADEN-BADEN, le 15 Février 1947.

L'Administrateur Général  
E. LAFFON

**DÉCISION No 148**

de l'Administrateur Général  
concernant les Administrateurs Séquestres

L'Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation,

Vu le décret du 15 Juin 1945 modifié par celui du 18 Octobre 1945, organisant le Commandement en Chef Français en Allemagne,

Vu l'arrêté No 9 du Général Commandant en Chef Français concernant la nomination d'administrateurs séquestres pour certaines entreprises mises sous contrôle

Vu l'arrêté No 85 de l'Administrateur Général en date du 12 Août 1946 fixant le statut des personnels français commis par le Gouvernement Militaire auprès d'un organisme public ou privé allemand.

Verfügung Nr. 34 des Administrateur Général Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation über Stellung der Firma Portlandzementwerke Dotternhausen, Rudolf Rohrbach, Kommanditgesellschaft in Dotternhausen, unter Kontrolle,

Anordnung Nr. 34 des Administrateur Général vom 4. Januar 1946 betreffend Ernennung des Monsieur DUCLOS zum Administrateur Séquestre der Firma Portlandzementwerke Dotternhausen, Rudolf Rohrbach, Kommanditgesellschaft und Zusammensetzung des dem Administrateur Séquestre dieser Gesellschaft zur Seite gestellten Aufsichtsrates folgende

**ANORDNUNG.**

Artikel 1. Monsieur COUDERC, Direktor der Firma Portlandzementwerke Dotternhausen, Rudolf Rohrbach, Kommanditgesellschaft in Dotternhausen, wird dem Administrateur Séquestre dieser Firma beigeordnet und steht ihm bei der Erfüllung seiner Aufgabe zur Seite.

Artikel 2. Der Directeur Général de l'Économie et des Finances wird mit der Durchführung dieser Anordnung beauftragt.

BADEN-BADEN, den 15. Februar 1947.

Der Administrateur Général  
E. LAFFON.

**ANORDNUNG Nr. 147**

des Administrateur Général betreffend Administrateurs Séquestres.

Der Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation erläßt auf Vorschlag des Directeur Général de l'Économie et des Finances unter Bezugnahme auf

Dekret vom 15. Juni 1945 über die Errichtung eines Commandement en Chef Français en Allemagne, abgeändert durch Dekret vom 18. Oktober 1945,

Verfügung Nr. 9 des Général Commandant en Chef Français betreffend Ernennung von Administrateurs Séquestres für gewisse unter Kontrolle gestellte Unternehmungen,

Verfügung Nr. 85 des Administrateur Général vom 12. August 1946 betreffend Regelung der Verhältnisse des vom Gouvernement Militaire für einen öffentlichen oder privaten deutschen Betrieb angestellten Personals,

Verfügung Nr. 36 des Administrateur Général Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation über Stellung der Firma Lias Olschiefer Forschung-G. m. b. H. in Frommern unter Kontrolle,

Anordnung Nr. 36 des Administrateur Général vom 4. Januar 1946 betreffend Ernennung des Monsieur DUCLOS zum Administrateur Séquestre der Firma Lias Olschiefer Forschung G. m. b. H. und Zusammensetzung des dem Administrateur Séquestre dieser Firma zur Seite gestellten Aufsichtsrates

folgende

**ANORDNUNG.**

Artikel 1. Monsieur COUDERC, Direktor der Firma Lias Olschiefer Forschungs-G. m. b. H. in Frommern wird dem Administrateur Séquestre dieser Firma beigeordnet und steht ihm bei der Erfüllung seiner Aufgabe zur Seite.

Artikel 2. Der Directeur Général de l'Économie et des Finances wird mit der Durchführung dieser Anordnung beauftragt.

BADEN-BADEN, den 15. Februar 1947.

Der Administrateur Général  
E. LAFFON.

**ANORDNUNG Nr. 148**

des Administrateur Général betreffend Administrateurs Séquestres.

Der Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation erläßt auf Vorschlag des Directeur Général de l'Économie et des Finances unter Bezugnahme auf

Dekret vom 15. Juni 1945 über die Errichtung eines Commandement en Chef Français en Allemagne, abgeändert durch Dekret vom 18. Oktober 1945,

Verfügung Nr. 9 des Général Commandant en Chef Français betreffend Ernennung von Administrateurs Séquestres für gewisse unter Kontrolle gestellte Unternehmungen,



Vu l'arrêté No 35 de l'Administrateur Général Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation ordonnant la mise sous contrôle de la Firma DEUTSCHE OLSCHIEFER-FORSCHUNGSGESELLSCHAFT m. b. H. à BALINGEN,

Vu la décision No 35 de l'Administrateur Général, en date du 4 Janvier 1946, nommant M. DUCLOS, Administrateur Séquestre de la Firma PORTLANDZEMENTWERKE DOTTERNHAUSEN RUDOLF ROHRBACH KOMMANDIT-GES. et fixant la composition du Conseil de Surveillance commis auprès de l'Administrateur Séquestre de ladite Société;

Sur la proposition du Directeur Général de l'Économie et des Finances,

## DÉCIDE :

ARTICLE 1er. — M. COUDERC, Directeur de la Firma DEUTSCHE OLSCHIEFER-FORSCHUNGSGESELLSCHAFT m. b. H. à BALINGEN, est adjoint à l'Administrateur Séquestre de ladite firme et assiste celui-ci dans l'accomplissement de sa mission.

ART. 2. — M. le Directeur Général de l'Économie et des Finances est chargé de l'exécution de la présente décision.

BADEN-BADEN, le 15 Février 1947.

L'Administrateur Général,  
E. LAFFON

Verfügung Nr. 85 des Administrateur Général vom 12. August 1946 betreffend Regelung der Verhältnisse des vom Gouvernement Militaire angestellten Personals,

Verfügung Nr. 35 des Administrateur Général Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation über Stellung der Firma Deutsche Olschiefer Forschungs-G. m. b. H. in Balingen unter Kontrolle,

Anordnung Nr. 35 des Administrateur Général vom 4. Januar 1946 betreffend Ernennung des Monsieur DUCLOS zum Administrateur Séquestre der Firma Portlandzementwerke Dotternhausen, Rudolf Rohrbach, Kommanditgesellschaft und Zusammensetzung des dem Administrateur Séquestre dieser Firma zur Seite gestellten Aufsichtsrats folgende

## ANORDNUNG.

Artikel 1. Monsieur COUDERC, Direktor der Firma Deutsche Olschiefer Forschungs-G. m. b. H. in Balingen wird dem Administrateur Séquestre dieser Firma beigeordnet und steht ihm bei der Erfüllung seiner Aufgabe zur Seite.

Artikel 2. Der Directeur Général de l'Économie et des Finances wird mit der Durchführung dieser Anordnung beauftragt.

BADEN-BADEN, den 15. Februar 1947.

Der Administrateur Général  
E. LAFFON.

## Öffentliche Zustellungen

## Amtsgericht Lahr

## Ausschlußurteil

Durch Ausschlußurteil des Amtsgerichts Lahr vom 27. März 1947 wurde der Grundschuldbrief vom 14. Oktober 1932 über die im Grundbuch von Lahr (Baden) Band 71, Heft 30, Abt. III unter Nr. 13 für die Badische Beamtenbank, eingetragene Genossenschaft mit beschränkter Haftpflicht, eingetragene Grundschuld von 500,— GM. für kraftlos erklärt.

Den 19. Mai 1947.

## Veränderung

HR. A Band III Nr. 123: Firma Dr. Friedrich Licht in Obersasbach. Dem Kaufmann Dr. jur. Hans Licht in Obersasbach ist Prokura erteilt.

Achern, den 19. 5. 1947.

Bad. Amtsgericht.

## Veränderungen

HR. B Band II Nr. 2: Hanfwerke Oberachern A.-G. in Oberachern. Der Vorstand Direktor Otto Kropp in Oberachern ist ausgeschieden. An seiner Stelle ist Alfred Walter, Diplomingenieur in Freiburg i. Br., Schwimmbadstr. 10, zum Vorstand bestellt. Dem Kaufmann Jürgen Friedrich Stegen in Oberachern ist Prokura erteilt in der Weise, daß er die Firma mit einem anderen Prokuristen oder mit einem Handlungsbevollmächtigten zu zeichnen hat.

Achern, den 19. Mai 1947.

Bad. Amtsgericht.

HR. A Band III Nr. 9: Firma Georg Kurz, Achern. Der Firmeninhaber Albert Kurz ist gestorben. Firmeninhaberin ist jetzt Frau Luise Kurz Witwe geb. Schweigert in Achern.

Achern, den 19. Mai 1947.

Bad. Amtsgericht.

HR. Band III Nr. 15: Firma Karl Stolzer, Achern. Der Firmeninhaber Friedrich Stolzer ist gestorben. Firmeninhaberin ist jetzt Frau Friedrich Stolzer Witwe Anna geb. Heibling in Achern.

Achern, den 19. Mai 1947.

Bad. Amtsgericht.

HR. A Band III Nr. 70: Firma Franz Hubert Lott & Co., Hartplattenwerk, Oberachern. Die Prokura des Kaufmannes Ludwig Zipse I., Oberachern ist erloschen. Der Frau Franziska Lott geb. Baumann in Achern ist Prokura erteilt.

Achern, den 19. Mai 1947.

Bad. Amtsgericht.

HR. A Band III Nr. 95: Firma Agatha Sauer, Bekleidungs- und Aussteuergeschäft in Achern. Offene Handelsgesellschaft. Die Firma ist geändert in: Bekleidungs- und Aussteuerhaus Bernhard Boser, Achern/Bd. Der bisherige Gesellschafter Bernhard Mathias Boser, Kaufmann in Achern, ist alleiniger Inhaber der Firma. Die Gesellschaft ist aufgelöst.

Achern, den 19. Mai 1947.

Bad. Amtsgericht.

HR. A Band III Nr. 129: Firma Amoa-Werkstätten Anders & Co., Oberachern/Baden. Offene Handelsgesellschaft. Die Gesellschaft hat am 15. November 1945 begonnen. Zur Vertretung der Gesellschaft ist jeder persönlich haftende Gesellschafter allein befugt. Persönlich haftende Gesellschafter sind: Erich Anders, Kaufmann in Oberachern, Frau Anna Müller geb. Panter in Oberachern, Frau Elisabeth Scheffler in Unterschönmatte/Weg/Odw.

Achern, den 19. 5. 1947.

Bad. Amtsgericht.

## Neueintrag

HR. A Band III Nr. 130: Firma Xaver Plenk & Co., Granitsteinbetrieb Kappelrodeck. Offene Handelsgesellschaft. Die Gesellschaft hat am 1. Januar 1947 begonnen. Zur Vertretung der Gesellschaft ist die Zeichnung von zwei persönlich haftenden Gesellschaftern erforderlich. Persönlich haftende Gesellschafter sind: Xaver Plenk, Steinbruchbesitzer in Kappelrodeck, Ludwig Plenk, Steinbruchbesitzer in Kappelrodeck, August Schmid, Steinbruchbesitzer in Kappelrodeck.

Achern, den 19. Mai 1947.

Bad. Amtsgericht.

HR. A Band III Nr. 128: Firma Gustav Berger, Straßenbau Renchen, Inhaber Gustav Berger, Straßenbaumeister in Renchen.

Achern, den 19. Mai 1947.

Bad. Amtsgericht.

## Löschung

HR. A Band III Nr. 82: Firma Georg Ehrhardt, Skifabrik in Renchen. Die Firma ist erloschen.

Achern, den 19. Mai 1947.

Bad. Amtsgericht.

## Veränderung

HR. A Band 2 OZ. 115: Firma Adolf Sillmann, Inhaberin Adolf Sillmann Witwe., Sägewerk und Holzhandlung in Sexau-Staude. Dem Betriebsleiter Wilhelm Sillmann in Sexau-Staude ist Einzelprokura erteilt.

Den 9. Mai 1947.

Amtsgericht Emmendingen.

## Veränderungen

HR. A. Nr. 27: Firma Josef Drathen in Aldegund-Alf: Kommanditgesellschaft seit 1. Januar 1945. Die Firmeninhaberin Frau Witwe Josef Drathen, Else geb. Nollen in Alf hat Frau Hugo Gesthuesen, Grete geb. Schwöbel in Alf als persönlich haftende Gesellschafterin aufgenommen. Es ist ein Kommanditist beteiligt.

Zell-Mosel, den 19. Mai 1947.

Amtsgericht 9.

## Aufgebot

Adolf Karcher Ehefrau Frieda geb. Zimmerer in Oberachern hat das Aufgebot des verloren gegangenen Grundschuldbriefes vom Jahr 1925 über die im Grundbuch von Achern Band 29 Blatt 27 in der dritten Abteilung auf den Grundstücken Lgb. Nr. 528, 2181, 2180, 2179 für die Eigentümerin Adolf Karcher, Brennereibesitzer, Ehefrau Frieda geb. Zimmerer in Oberachern eingetragene Grundschuld von 20 000 Goldmark beantragt. Der Inhaber der Urkunde wird aufgefordert, spätestens in dem auf Freitag, 26. September 1947, vormittags 10 Uhr, vor dem Amtsgericht Achern, 2. Stock, Zimmer 29, bestimmten Aufgebotstermin seine Rechte anzumelden und die Urkunde vorzulegen, widrigenfalls die Kraftloserklärung der Urkunde erfolgen wird.

Achern, den 23. Mai 1947.

Bad. Amtsgericht.

## Aufgebot

Frau Philipp Wanner Witwe Anna geb. Hauser in Sasbach hat das Aufgebot zum Zwecke der Ausschließung des Eigentümers des Grundstücks Lgb. Nr. 455a der Gemarkung Sasbach bei Achern, eingetragen im Grundbuch von Sasbach, Band 23, Heft 13, beantragt. Die Erben des am 13. 9. 1914 gefallenen, im Grundbuch als Eigentümer eingetragenen Karl Hauser, Bäcker in Straßburg, werden aufgefordert, spätestens in dem auf Freitag, den 26. September 1947, vormittags 10 Uhr, vor dem Amtsgericht Achern bestimmten Aufgebotstermin ihre Rechte anzumelden, widrigenfalls ihre Ausschließung erfolgen wird.

Achern, den 28. Mai 1947.

Bad. Amtsgericht.

## Amtsgericht Haigerloch

Musterregistereinträge vom 11. April 1947

Nr. 2: Otto Heydlauf, Holzwarenfabrikation in Glatt, Hohenzollern. Vier Spielzeugmuster aus Holz, handgebrannt und handgemalt (Pferd, Ente, Katze, Wiege). Plastische Erzeugnisse. Schutzfrist 3 Jahre, angemeldet am 2. Februar 1946, 10 Uhr.



Nr. 3: Otto Heydlauf, Holzwarenfabrikation in Glatt, Hohenzollern. Ein Spielzeugmuster aus Holz, handgebrannt und handgemalt, zweirädrige Kutsche, offen. Plastisches Erzeugnis. Schutzfrist drei Jahre, angemeldet am 21. Dezember 1946, 10 Uhr.

#### Amtsgericht Haigerloch

F 1/46: Durch Ausschlußurteil vom 1. März 1947 sind die Hypothekenbriefe vom 11. Juni 1938 über die im Grundbuch von Gruol, Band 25, Bl. 1315 — Eigentümer: Eheleute Karl Kleinmaier und Emma geb. Kohle in Gruol — in Abr. III unter lauf. Nr. 6, 7 und 8 für die Hohenzollernsche Landesbank eingetragen. Schuldenregelungshypotheken von GM. 1260.—, 1190.— und 1210.— für kraftlos erklärt worden.

F 1/47, Abt. III. Durch Ausschlußurteil des Amtsgerichts Haigerloch vom 12. Mai 1947 ist der Hypothekenbrief vom 9. Januar 1938 über die auf dem Grundbuchblatt Empfingen, Bd. 43 56, Bl. 2/2401, Art. 1312 in Abt. III, Nr. 10 für den Spar- und Darlehenskassenverein e.GmbH. in Empfingen eingetragene unkündbare Tilgungsbriefhypothek über 2560 RM. für kraftlos erklärt worden.

#### Amtsgericht Haigerloch

##### Kraftloserklärung

Durch Ausschlußurteil vom 31. März 1947 wurden nachbezeichnete Hypothekenbriefe

Höhe der Forderungen	Eingetragen im Grundbuch von	Eigentümer
GM. 3440,—	Dattingen, Band 18, Blatt 646, Abt. III, Lfd. Nr. 11 Glatt, Band 6, Art. 234/27, Abt. III, Lfd. Nr. 7	Gustav Kuon, Landwirt in Priorberg
GM. 1500,—	Empfingen, Band 64, Art. 2750, Abt. III, Lfd. Nr. 1	Konstantin Schäfer, in Empfingen
GM. 10 600,—	Empfingen, Band 62, Art. 2657, Abt. III, Lfd. Nr. 3	Albert Blocher in Empfingen
GM. 1500,—	Empfingen, Band 57, Art. 2434 Abt. III, Lfd. Nr. 1	Eheleute Rud. Deuringer und Katharina geb. Hauser in Empfingen
GM. 1000,—	Empfingen, Bd. 63, Bl. 2715/16, Abt. III, Lfd. Nr. 1	Josef und Albert Gaus in Empfingen
GM. 4000,—	Empfingen, Band 62, Blatt 2638, Abt. III, Lfd. Nr. 4	Eheleute Theodor Walter und Sofie geb. Deuringer in Empfingen
GM. 127,—	Fischingen, Band 5, Blatt 17, Abt. III, Lfd. Nr. 7	Wwe. Katharina Hipp geb. Hack in Fischingen
GM. 700,—	Haigerloch, Band 24, Blatt 117, Abt. III, Lfd. Nr. 1	Anna Kotz geb. Kuno und Josef Kuno in Haigerloch je zur Hälfte.
GM. 4000,—	Heiligenzimmern, Band 9, Blatt 75, Abt. III, Lfd. Nr. 4	Eheleute Max Huber und Sofie geb. Engländer in Heiligenzimmern.
RM. 4500,—	Owingen, Band 27, Blatt 1237, Abt. III, Lfd. Nr. 3	Geschwister Kaspar u. Magd. Wannemacher in Owingen
GM. 4000,—	Trillfingen, Band 38, Blatt 1746 u. Bd. 36, Bl. 1683, Abt. III, Lfd. Nr. 1	Eheleute Klemens Bisinger und Kreszentia geb. Higi in Trillfingen.

für kraftlos erklärt.

Den 19. Mai 1947.

#### Amtsgericht Konstanz

##### Handelsregister / Neueintrag

17. 4. 47. Firma Südannonce Gesellschaft mit beschränkter Haftung in Konstanz. Gegenstand des Unternehmens ist die Übernahme und Fortführung des Geschäftes, das der Kaufmann Freiherr Franz von Edelsheim bisher unter der Firma „Südannonce“ betrieben hat. Stammkapital: 20 000 RM. Gesellschaftsvertrag abgeschlossen am 21. Januar 1947. Zu Geschäftsführern sind bestellt: a) Verleger Reinhold Walther Schwarz in Konstanz; b) Kauf-

mann Heinz Karl Friedrich Ehrle in Konstanz. Der unter a) genannte Geschäftsführer vertritt die Gesellschaft allein, der unter b) genannte jeweils gemeinschaftlich mit einem Geschäftsführer oder einem Prokuristen. Als nicht eingetragen wird noch veröffentlicht: Bekanntmachungen der Gesellschaft erfolgen in dem amtlichen Verkündungsblatt der französischen Zone Badens.

#### Güterrechtsregister

##### Neueintragungen

Band I O. Z. 456: Stoppe Werner, Ingenieur, und seine Ehefrau Elisabeth geb. Gottschling in Emmendingen. Vertrag vom 12. Februar 1947. Gütertrennung.

Den 12. März 1947.

Band I Nr. 457: Lacher Robert, Gastwirt in Eichstetten, und dessen Ehefrau Emilie geb. Meier. Vertrag vom 2. April 1947. Gütertrennung.

Den 18. April 1947.

Band I Nr. 458: Dannenberger Zeno, Tapeziermeister, und seine Ehefrau Maria geb. Haag in Emmendingen. Vertrag vom 25. April 1947. Gütertrennung.

Den 19. Mai 1947.

#### Amtsgericht Emmendingen.

##### Aufgebot

Der Treuhänder Wilhelm Pfister in Lörrach als Nachlaßverwalter über den Nachlaß des am 13. März 1947 in Weil am Rhein verstorbenen Eugen Bühler, Bankdirektor i. R. in Weil a. Rh. hat das Aufgebotsverfahren zum Zwecke der Ausschließung von Nachlaßgläubigern beantragt. Die Nachlaßgläubiger werden aufgefordert, ihre Forderungen gegen den Nachlaß des Verstorbenen spätestens in dem auf Samstag, 20. September 1947, vorm. 10 Uhr, vor dem unterzeichneten Gericht, 2. Stock, Zimmer Nr. 20 anberaumten Aufgebotsstermin anzumelden. In der Anmeldung sind der Gegenstand und der Grund der Forderung anzugeben, urkundliche Beweismittel sind in Urschrift oder in Abschrift beizufügen. Nachlaßgläubiger, die sich nicht melden, können von dem Erben nur insoweit Befriedigung verlangen, als sich nach Befriedigung der nicht ausgeschlossenen Gläubiger noch ein Überschuss ergibt. Das Recht, vor den Verbindlichkeiten aus Pflichtteilsrechten, Vermächtnissen und Auflagen berücksichtigt zu werden, bleibt unberührt. Auch haftet ihnen jeder Erbe nach der Teilung des Nachlasses nur für den seinem Erbteil entsprechenden Teil der Verbindlichkeiten.

Lörrach, den 21. Mai 1947.

Bad. Amtsgericht 2.

#### Bad. Amtsgericht Offenburg, Zweiggericht Gengenbach

##### Handelsregister / Veränderungen

Zu HR. A Bd. 2 Nr. 37: Kommanditgesellschaft in Firma Dr. Wilhelm Hambrecht, Fruchtsaffkellerei in Gengenbach: Der einzige Kommanditist ist durch Tod ausgeschieden. Ein neuer Kommanditist ist in die Gesellschaft eingetreten.

Den 20. Mai 1947.

#### Amtsgericht Müllheim, Zweiggericht Staufen

##### Veränderung

HR. A, Bd. 1 OZ. 132. Firma Gustav Grether in Sulzburg. Die Firma ist geändert in „Gustav Ludwig Grether in Sulzburg“, Inhaber der Firma ist jetzt der Kaufmann Lothar Seif in Sulzburg.

Staufen, den 24. Mai 1947.

#### Todeserklärung

Urk. Reg. 6/47: Durch Beschluß vom 24. April 1947 wurde der am 7. März 1897 in Unterankeneute, Gde. Schlier, Kreis Ravensburg geborene, in Oberankeneute, Gde. Schlier wohnhaft gewesene Maler, zuletzt Stabsgefreiter, Wilhelm Ott für tot erklärt. Als Zeitpunkt des Todes wird der 2. Juli 1945, 14 Uhr festgesetzt.

Amtsgericht Ravensburg.

#### Todeserklärung

Urk.-Reg. 5/47. Durch Beschluß vom 24. April 1947 wurde der am 30. Mai 1900 in Friedrichshafen geborene, in Weingarten, Kreis Ravensburg wohnhaft gewesene Bauhilfsarbeiter, zuletzt Soldat, Anton Groner für tot erklärt. Als Zeitpunkt des Todes wird der 22. Februar 1942, 24 Uhr festgesetzt.

#### Amtsgericht Ravensburg.

##### Aufgebot

Urk.-Reg. Nr. 7/47: Die Franziska Barbara Frey geb. Hopfenziz in Romanshorn (Schweiz) und die Anna Katharina Rieger geb. Hopfenziz in Ravensburg haben beantragt, den Wilhelm Hopfenziz, geb. 6. 10. 1884 in Ravensburg, ihren Bruder, der im Jahre 1904 nach New York (USA) ausgewandert und seit dem Jahre 1930 verschollen sei, für tot zu erklären. Der Verschollene wird aufgefordert, sich bis spätestens 1. August 1947, vorm. 11 Uhr persönlich oder schriftlich beim Amtsgericht zu melden, sonst kann er für tot erklärt werden. Wer Auskunft über Leben oder Tod des Verschollenen geben kann, wird aufgefordert, bis zum genannten Tag hierher Nachricht zu geben.

Amtsgericht Ravensburg.

#### Amtsgericht Konstanz / Vereinsregister

Bd. II OZ. 68: Verband der Bad. Berufsfischer am Obersee (Bodensee) e. V., Sitz Konstanz/B.

#### Amtsgericht Konstanz / Handelsregister

##### Neueintrag

14. 4. 1947: B Bd. 4 OZ. 50. Firma Allgemeine Transportgesellschaft vorm. Gondrand & Mangill m. b. H., Zweigniederlassung Konstanz. Zweigniederlassung der Allgem. Transportgesellschaft vormals Gondrand & Mangill m. b. H. in Berlin. Gegenstand des Unternehmens ist der Betrieb von Speditionen, Lagerungs- und Möbeltransportgeschäften nach dem In- und Auslande und gleichartiger Gewerbe. Stammkapital: 700 000 RM. Geschäftsführer: Erich Michler, Kaufmann in Eichwalde, Kreis Teltow. Dem Karl Brinschwitz in Berlin ist Gesamtprokura derart erteilt, daß er berechtigt ist, die Gesellschaft gemeinsam mit einem Geschäftsführer oder einem anderen Prokuristen zu vertreten. Gesellschaft mit beschränkter Haftung. Der Gesellschaftsvertrag ist am 26. Januar und 20. Februar 1907 nach wiederholten Abänderungen abgeschlossen. Am 26. Januar 1939 neu gefaßt und am 13. März 1940 abermals geändert. Sind mehrere Geschäftsführer bestellt, so wird die Gesellschaft durch zwei Geschäftsführer oder durch einen Geschäftsführer in Gemeinschaft mit einem Prokuristen vertreten.

#### Handelsregister / Neueintrag

HR. B 6/85: Speditionsgesellschaft mit beschränkter Haftung, Weil am Rhein in Weil am Rhein. Gegenstand des Unternehmens: Die Ausführung von Speditionsgeschäften und der damit zusammenhängenden Verrichtungen. Die Gesellschaft kann sich an anderen Unternehmungen im In- und Ausland beteiligen oder solche kauf-, miet- oder pachtweise übernehmen, Zweigniederlassungen unter der gleichen oder einer anderen Firma errichten. Stammkapital: 50 000,— Reichsmark. Geschäftsführer: Karl Nikolaus Grimm, Goldschmid, Freiburg i. Br., Martha Herzer geborene Grimm, Weil a. Rhein. Gesellschaft mit beschränkter Haftung. Der Gesellschaftsvertrag ist am 9. Januar 1947 abgeschlossen. Die Gesellschaft hat einen oder mehrere Geschäftsführer. Sind mehrere Geschäftsführer bestellt, so wird die Gesellschaft durch zwei Geschäftsführer gemeinschaftlich oder durch einen Geschäftsführer in Gemeinschaft mit einem Prokuristen vertreten. Als nicht eingetragen wird noch bekanntgemacht: Bekanntmachungen der Gesellschaft erfolgen ausschließlich in dem an die Stelle des Deutschen Reichsanzeigers tretenden amtlichen Veröffentlichungsorgan.

Lörrach, den 24. Mai 1947.

Badisches Amtsgericht I.

#### Handelsregister / Erlöschen

HR. A 5/37: Gebr. Buser & Co., Weil-Otterbach. Die Firma wird gemäß § 31 Abs. 2 HGB und § 141 FGG gelöscht von Amtswegen.

Lörrach, den 23. Mai 1947.

Badisches Amtsgericht I.















# Wehra Aktiengesellschaft, Teppich- und Möbelstoffweberei, Wehr, Baden

Bilanz zum 31. Dezember 1945

A k t i v a		P a s s i v a	
<b>I. Anlagevermögen:</b>			
1. Bebaute Grundstücke mit	RM	RM	RM
a) Wohngebäuden	15 686,—	14 803,—	
Abschreibung	885,—		
b) Fabrikgebäuden	174 976,—	162 988,—	
Abschreibung	11 988,—		
2. Maschinen und maschinelle Anlagen	67 034,—	673,—	
Zugang	67 707,—		
Abschreibung	14 929,—	52 778,—	
3. Betriebs- und Geschäftsausstattung	7 082,—		
Zugang	1 200,—		
Abschreibung	8 282,—		
Zugang	8277,—	5,—	
<b>II. Umlaufvermögen:</b>			
1. Roh-, Hilfs- und Betriebsstoffe	87 026,71		
2. Halbfertige Erzeugnisse	12 464,32		
3. Fertige Erzeugnisse	77 856,82		
4. Wertpapiere	177 367,85		
5. Forderungen auf Grund v. Warenlieferungen u. Leistungen	746 957,57		
6. Kassenbestand einschl. Reichsbank- u. Postcheckguthaben	58 101,57		
7. Andere Bankguthaben	19 170,29		
8. Sonstige Forderungen	124 728,82		
	111 923,70	1 238 249,80	
<b>III. Verlust:</b>			
Gewinnvortrag aus 1944	80 169,13	43 392,93	
Verlust zum 31. 12. 1945	123 562,06	1 512 216,73	

## Gewinn- und Verlustrechnung zum 31. Dezember 1945

Aufwendungen:	RM	RM	RM	RM
1. Löhne und Gehälter	185 000,50			80 169,13
2. Soziale Abgaben	10 263,—			182 032,68
3. Abschreibungen auf das Anlagevermögen	36 079,—			1 290,—
4. Zinsaufwendungen	8 066,80			
5. Ausweispflichtige Steuern	32 418,57			
6. Gesetzliche Betriebsbeiträge	837,87			
7. Außerordentliche Aufwendungen	34 219,—			
	306 884,74			43 392,93
				306 884,74

Nach dem abschließenden Ergebnis unserer pflichtmäßigen Prüfung auf Grund der Bücher und der Schriften der Gesellschaft, sowie der vom Vorstand erteilten Aufklärungen und Nachweise, entsprechen die Buchführung, der Jahresabschluss\* und der Geschäftsbericht, soweit er den Jahresabschluss erläutert, den gesetzlichen Vorschriften mit der Einschränkung, daß der Wertansatz der Wertpapiere z. Z. nicht beurteilt werden kann.

Mannheim/Heidelberg, im Juli 1946.

**RHEINISCHE TREUHAND-GESELLSCHAFT**  
Aktiengesellschaft

Blum, Wirtschaftsprüfer.   ppa. Dr. Scharff, Wirtschaftsprüfer.

Gemäß Beschluß der Hauptversammlung vom 11. 3. 1947 wurde der Jahresabschluss für 1945 genehmigt. Der Verlust wird auf neue Rechnung vorgetragen. Auf Grund der vorgenommenen Neuwahl setzt sich der Aufsichtsrat aus folgenden Herren zusammen: Christian Krieb, Frankfurt am Main, Vorsitz; Adolf Krebs, Freiburg im Breisgau; Dr. Alois Wintermantel, Säckingen am Rhein.

Der Vorstand:   Alfred Hauber.   Albert Rupp.

Wehr (Baden), den 12. März 1947.

BAD. GEB. VERS. ANS.  
Eing. - 6. JUN. 1947

